

Cédric Villani critique le sénateur Pierre Médevielle qui assure que le glyphosate est "moins cancérigène que la charcuterie"



Le député LREM Cédric Villani a réagi aux propos récents du sénateur Pierre Médevielle sur le glyphosate, "moins cancérigène que la charcuterie ou la viande rouge". Cédric Villani a assuré que "c'est la conclusion que tire Pierre Médevielle à titre personnel", et non pas au nom de l'Opecst, en charge d'un rapport qui sera dévoilé jeudi.

Avec Atlantico
Rédaction

Le sénateur Pierre Médevielle a remis en cause dimanche la dangerosité du glyphosate. Les sénateurs et députés ont regretté ces propos. Les déclarations de ce sénateur, co-auteur d'un rapport attendu sur les agences sanitaires, ont suscité ce lundi de vives critiques.

Pierre Médevielle, sénateur UDI de Haute-Garonne et vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), s'était exprimé ce dimanche auprès de *La Dépêche du midi* :

"À la question le glyphosate est-il cancérigène, la réponse est non ! Il est moins cancérigène que la charcuterie ou la viande rouge qui ne sont pas interdites. Ce rapport, nous le rendons à quatre parlementaires, sous l'égide de l'OPECST dont les membres sont tous des scientifiques. Je ne vois aucune raison pour laquelle nous prendrions notre part de l'hystérie collective suscitée par une molécule dont on affirme qu'elle est cancérigène alors qu'en réalité, elle ne l'est pas".

Cédric Villani, premier vice-président de l'OPECST, a regretté ces propos lundi sur *Franceinfo* :

"Je regrette que le sénateur Médevielle, en s'exprimant prématurément et sous une forme qui ne reflète pas le rapport, ait contribué à ajouter de l'huile sur le feu. Vous ne lirez pas cela dans le rapport, car cela n'y a jamais été. C'est la conclusion que tire Pierre Médevielle à titre personnel. Sur la forme, il s'exprime avant la conférence de presse officielle, et sur le fond, il a parlé de certains éléments du rapport, mais y a ajouté son opinion propre, ses conclusions propres qui ne sont pas celles qui engagent l'Office".

Cédric Villani a tenu à préciser l'objectif et le coeur du rapport d'information :

"Ce n'est pas un rapport sur le glyphosate. C'est un rapport qui porte sur les modes de fonctionnement des différentes agences d'évaluation des produits sanitaires, au niveau français et européen. Ce rapport rappelle ce qu'il y a dans la controverse sur le glyphosate, mais ne tire pas de conclusions sur le fond. Ce qui intéresse le rapport, c'est comment améliorer la communication, la transparence des processus, sa fiabilité, bref comment faire en sorte que les agences soient au mieux au service de la société. Le travail de ce rapport est de dépassionner et d'expliquer la complexité, d'expliquer pourquoi le glyphosate fait couler tant d'encre. Il y a des pratiques hautement contestables de Monsanto à l'égard du glyphosate. Et évaluer de façon sérieuse la nocivité d'un produit, c'est un travail extrêmement compliqué. Il ne s'agit pas de rouvrir le dossier du glyphosate, qui, pour moi, a été tranché du point de vue

politique au moment où on a annoncé qu'il y avait une volonté du gouvernement d'en sortir en trois ans. Cela ne remet pas en cause cette promesse-là, il y a ici une volonté d'expliquer pourquoi l'affaire est complexe".

Le rapport d'information parlementaire, consulté par l'AFP et qui devait être publié jeudi, ne livre pas de conclusions sur le caractère cancérigène ou non du glyphosate. Le rapport établit un état des lieux du travail des agences d'évaluation sanitaire en France et en Europe. Le rapport propose notamment une douzaine de recommandations.

Le rapport d'information sur le glyphosate et le rôle des agences sanitaires doit être présenté officiellement ce jeudi 16 mai.